



## Il n'y a pas de fatalité

### Quoi qu'il en coûte...

A grands renforts de mots, le président de la République et son gouvernement nous ont expliqué que le pays allait devoir se transformer pour ne pas revivre un nouvel épisode pandémique, que la lutte contre le virus était prioritaire et que l'économie serait tenue à bout de bras, quoi qu'il en coûte.

La gestion de la crise est une suite d'épisodes qui révèlent que le gouvernement n'a pas de boussole, l'absence de pilotage qui se concrétise chaque jour par un nombre de décès bien trop important, est flagrant.

La vérité est que les personnels soignants sont toujours aussi épuisés, qu'aucun lit de réanimation n'a été créé en 12 mois, que le vaccin est loin de devenir un bien public et qu'il sert les intérêts de ceux qui le produisent, que la jeunesse est désemparée et de plus en plus précaire, que les plus âgés manifestent pour ne pas mourir, que les enseignant.es sont toujours en première ligne pour assurer le service public d'éducation dans le cadre d'un protocole toujours aussi laxiste. Le gouvernement endette le pays mais sait déjà qui va rembourser : les reculs sociaux sont dans les tiroirs. La réforme de l'assurance chômage est sur les rails, les fermetures d'entreprises et leur lot de plans de licenciements touchent de plus en plus de salarié.es.

Année après année, les inégalités entre femmes et hommes au travail perdurent. La crise sanitaire et sociale a montré que les « premiers de corvée » étaient avant tout des femmes. Il ne suffit pas de déclarer de bonnes intentions le 8 mars pour faire une véritable politique de reconnaissance des droits des femmes et de l'égalité. Il faut immédiatement passer aux actes.

Dans une société à ce point menacée par une potentielle arrivée de l'extrême droite au pouvoir, le chemin de la transformation passe par l'école. Parce qu'elle est le lieu où se construisent les consciences et parce qu'elle est au carrefour des préoccupations sociétales. Ce dont elle a besoin avant tout aujourd'hui, c'est d'un plan d'urgence... quoi qu'il en coûte.

### Les galéjades continuent

Après avoir promis 300 euros en 2019 puis une revalorisation historique en 2020, et après avoir fait forte communication de la prime d'équipement et de la prime d'attractivité, le ministre promet des annonces pour la fin mars. Nul doute qu'il n'ira pas plus loin que le prochain budget et qu'il confirmera les 500 millions, à moins qu'il n'ait encore quelque prime ou autre modalité d'individualisation des carrières dans sa besace.

En tout cas, il n'y a pas trouvé de vaccins pour l'ensemble des personnels quotidiennement exposé.es au virus et ses variants. Envolées les promesses au détour d'un passage télévisé du ministre de la Santé ! Circulez y'a rien à voir...

Pourtant quelle meilleure marque de reconnaissance et de respect que de mettre sur la table une loi de programmation pluriannuelle de la revalorisation du métier et une campagne de vaccination pour des personnels qui

continuent de tenir l'école à bout de bras en dépit des errements du ministère une nouvelle fois révélés au grand jour par la campagne massive de tests salivaires qui vire au flop.

Les cartes scolaires départementales confirment également que le ministre n'a pas les moyens de sa politique et que pour atteindre ses objectifs il est prêt à sacrifier les remplacements, les enseignants spécialisés, les plus de maîtres. Devant la situation difficile vécue par les écoles, il a refusé de recruter les listes complémentaires et laisse gamberger les contractuels plutôt que de prolonger leurs contrats et d'engager des réflexions sur les possibilités qui leurs seront offertes de devenir PE.

Ce ministère aggrave la situation par manque d'anticipation, par égarement et par aveuglement. Les bilans qui sont progressivement publiés sur les périodes de confinement indiquent à chaque fois que l'école a tenu par l'engagement et la volonté des personnels devant une administration soit absente soit incapable de donner une ligne claire répondant aux enjeux. Le ministre de l'éducation nationale poursuit dans le déni et dans l'arrogance. Il n'a aucune gêne à publier chaque semaine des chiffres en contradiction avec ceux du ministère de la santé, il se gargarise de félicitations et de remerciements pour mieux poursuivre une politique éducative à l'opposé de la lutte contre les inégalités et la réussite de toutes et de tous.

Le ministre tergiverse aussi sur les annonces du Grenelle. Attendues pour début février, elles n'ont toujours pas été présentées. Le ministre prépare sans aucun doute de nouvelles annonces sur la gestion de proximité, la formation hors temps de travail, ... ou la poursuite de sa vision prescriptive et verticale de l'exercice du métier.

### **Notre défi**

La profession est épuisée et crispée. Après 4 années d'une politique ministérielle faite de nombreuses pressions tant médiatiques que hiérarchiques, de mise en place d'une gestion des ressources humaines faite d'individualisation et d'interpellations autoritaires et après une année de crise pandémique révélant l'école comme un service public incontournable mais géré à la petite semaine, nos collègues ont besoin de soutien et de perspectives afin qu'elles relèvent la tête et retrouvent une capacité d'indignation de nature à s'engager pour une école transformée.

Nous ne pouvons nous satisfaire de l'assentiment des collègues à nos arguments et nos analyses. A l'occasion des cartes scolaires, le SNUipp-FSU a montré qu'il était présent pour demander les moyens nécessaires à tous les besoins. Les opérations de mouvement sont aussi l'occasion d'aller à la rencontre de la profession et de mettre en évidence les carences et les dérives ministérielles. Dans un contexte difficile, il nous faut pendre tous les chemins pour convaincre nos collègues des dangers qui pèsent sur le métier et sur l'école. Dans cette situation très particulière, il nous faut faire preuve de réalisme, d'ambition et d'assurance dans nos capacités mobilisatrices.

Après la journée de grève du 26 janvier dans laquelle le SNUipp-FSU s'est largement investi, une journée de mobilisation le 4 février en deçà des attentes, un 8 mars qui aura permis de remettre le focus sur les inégalités professionnelles entre femmes et hommes, des fédérations de la fonction préparent une journée d'action le 6 avril pour rappeler le rôle des services publics, réclamer l'abandon de la LTFP et une augmentation d'indice dans le cadre d'un véritable rdv salarial.

Le SNUipp-FSU et la FSU s'inscriront dans cette journée tout comme elles seront aux côtés des salariées, des chômeuses, des précaires et des retraités le 1<sup>er</sup> mai.

Mais au-delà le défi qui se pose à nous est de redonner une crédibilité inéluctable au mouvement syndical car les mobilisations ne peuvent se faire ni par délégation, ni par procuration. Elles doivent être massives et ce doit être notre objectif.